

La réunification a porté un très dur coup aux finances publiques. La dette totale du secteur public, qui se chiffrait à environ 1 300 milliards \$ ou 40 % du PIB avant l'unification, pourrait grimper à 3 000 milliards \$ ou près de 60 % du PIB d'ici au milieu de la décennie.

Les déficits annuels de l'ensemble du secteur public (y compris tous les paliers de gouvernement, les organismes fédéraux hors bilan, ainsi que les services postaux et ferroviaires publics) varient entre 225 et 250 milliards \$, soit près de 6 % du PIB. Ces importants déficits sont principalement attribuables au transfert de fonds (entre 160 et 250 milliards \$ par année, selon diverses estimations) pour venir en aide à l'ex-RDA.

L'Allemagne est l'un des premiers responsables de l'intégration économique et politique d'Europe. Le marché unique étant aujourd'hui presque chose faite, l'attention se tourne maintenant vers l'union monétaire et donc vers l'Allemagne, le mark étant le pilier du Système monétaire européen (SME) et de sa composante clé, le Mécanisme des taux de change.

Le projet d'union économique et monétaire (UEM) mis de l'avant dans le Traité de Maastricht s'est heurté à plusieurs obstacles : l'hésitation du Danemark et de la Grande-Bretagne à ratifier le traité, la crise du SME l'automne dernier qui a eu pour effet d'exclure la livre et la lire du Mécanisme des taux de change, et la récession européenne. Pour la plupart des pays cette dernière est une sérieuse entrave à la consolidation budgétaire, préalable de la stabilité nécessaire à une union monétaire.

Toutefois, les travaux techniques préliminaires de l'union monétaire vont bon train. Les membres de la CE discutent de l'emplacement de la future Banque centrale européenne pour laquelle l'Allemagne a proposé les villes de Francfort ou de Bonn.

L'Allemagne est le principal partenaire économique occidental des nouveaux pays de l'Europe de l'Est et de l'ancienne Union soviétique et, de loin, leur plus important soutien financier.